

Monsieur Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation Nationale
110 rue de Grenelle
75007 PARIS

Paris, le 3 février 2020

Monsieur le Ministre,

Depuis le début de la période d'ouverture du passage des épreuves communes du baccalauréat, les établissements sont en proie à une extrême tension. Quelle que soit l'appréciation des enseignants sur la réforme du lycée et du baccalauréat, la grande majorité d'entre eux font état de la multiplicité de problèmes que posent les E3C, problèmes de nature pratique comme pédagogique : divulgation des sujets sur les réseaux sociaux, conditions de passage des épreuves, difficultés de correction en ligne... Tout montre que le renvoi au local conduit à des ruptures d'égalité entre les élèves. De nombreuses difficultés étaient prévisibles et le SNES-FSU vous a alerté à plusieurs reprises sur le sujet, lors de la conception de ces épreuves en 2018 puis dès octobre 2019. Les organisations syndicales représentatives ont écrit ensemble début janvier, la FCPE l'a également fait.

L'entêtement à vouloir tenir le calendrier et imposer ces épreuves à tout prix conduit à la situation actuelle, celle de communautés éducatives divisées, de lycéens et personnels inquiets voire révoltés. Dans un nombre non négligeable de lycées, les épreuves ne se sont pas tenues dans de bonnes conditions, dans quelques-uns elles ont dû être annulées. Or, loin de prendre en compte le sens des actions en cours, ce qu'elles traduisent de demande d'égalité pour les élèves, de respect du métier de professeur, bien souvent la seule réponse de l'institution a consisté en sanctions et menaces, injonctions à faire passer ces épreuves à une nouvelle date. Nous assistons à une escalade inédite dans les mesures répressives et à une perte de sang froid de certains chefs d'établissement.

Nous ne pouvons qu'être choqués par la mise en garde à vue de lycéens, les interpellations, les exclusions arbitraires prononcées à l'égard de certains d'entre eux, la convocation au commissariat de collègues, l'intrusion de policiers dans des lycées.

Au-delà de ces faits graves, c'est l'ensemble du climat dans les établissements qui se tend, c'est l'absence d'instauration d'un véritable dialogue qui peut entraîner une amplification des incidents.

Les professeurs ont usé de leur droit de grève, diffusé leurs critiques de la réforme, débattu avec les parents d'élèves sans la moindre considération pour leurs expressions. La colère n'a fait que grandir. Aujourd'hui la mobilisation des professeurs, des élèves, des familles traduit un attachement à un diplôme qui doit rester national, une demande d'égalité pour les lycéens.

Il est urgent, Monsieur le Ministre, d'entendre le message émanant de nombreux personnels et élèves, urgent de mettre fin à la vague de sanctions et de répression, urgent de décider l'annulation de cette première session des E3C et sa transformation en épreuves nationales terminales.

C'est à cette seule condition que pourra être rétabli un climat plus propice aux apprentissages et l'ouverture de discussions sur les modalités de passage d'un baccalauréat préservant l'égalité.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de nos salutations respectueuses.

Frédérique Rolet,
Secrétaire Générale du SNES-FSU

